



**Direction
« DCTDM »**

**Service « Prévention et
valorisation des
déchets »**

Mois M_0 : Février 2025

**Nîmes Métropole
Direction la Commande Publique
Colisée 2
1 rue du Colisée
1er étage
30947 Nîmes Cedex 9
Tél: 04 34 03 57 00**

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES**

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
mise en œuvre d'une gestion globale
informatisée des déchèteries de Nîmes
Métropole**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières**

N° du CCAP : 24I016MO

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UNE GESTION GLOBALE INFORMATISEE DES DECHETERIES DE NIMES METROPOLE

1

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

2

ARTICLE 1 — OBJET ET ETENDUE DU CONTRAT

5

ARTICLE 1.1 : OBJET DU CONTRAT :	5
ARTICLE 1.2 : INTERVENANTS :	6
ARTICLE 1.2.1 : REPRESENTANT DE L'ACHETEUR PUBLIC :	6
ARTICLE 1.2.2 : REPRESENTANT DU TITULAIRE :	6
ARTICLE 1.2.3 : MAITRISE D'ŒUVRE TRAVAUX (MOE-TRAVAUX) :	6
ARTICLE 1.3 : GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES — REGLES SPECIFIQUES EN CAS DE COTRAITANCE :	7
ARTICLE 1.4 : DECOMPOSITION DU OU DES CONTRATS :	7
ARTICLE 1.4.1 : ALLOTISSEMENT :	7
ARTICLE 1.4.2 : TRANCHES :	7
ARTICLE 1.4.3 : PARTIES TECHNIQUES A EXECUTER DISTINCTEMENT (PHASES/MISSIONS) :	7
ARTICLE 1.5 : MODALITES DE PASSATION DES ORDRES DE SERVICE :	8
ARTICLE 1.5.1 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX ORDRES DE SERVICE :	8
ARTICLE 1.6 : SOUS-TRAITANCE ET DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS :	9
ARTICLE 1.7 : SAUVEGARDE, REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE :	10
ARTICLE 1.8 : RESPECT DES OBLIGATIONS SOCIALES ET FISCALES :	11
ARTICLE 1.9 : NOTIFICATIONS A L'ATTENTION DU TITULAIRE ET MODALITES DE TRANSMISSION DES ORDRES DE SERVICE :	11
ARTICLE 1.10 : MESURES RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES :	11

ARTICLE 2 — PIECES CONTRACTUELLES

12

ARTICLE 3 — DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

13

ARTICLE 3.1.1 : DUREE DU (DES) MARCHÉ(S) :	13
ARTICLE 3.1.2 : RECONDUCTION DU MARCHÉ :	13
ARTICLE 3.1.3 : DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON :	13
ARTICLE 3.1.4 : PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON :	14

ARTICLE 4 — CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

14

ARTICLE 4.1 : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION :	14
ARTICLE 4.2 : STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS :	14
ARTICLE 4.3 : MOYENS MIS A DISPOSITION DU TITULAIRE :	14
ARTICLE 4.4 : DOCUMENTS NECESSAIRES ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE :	14

ARTICLE 5 — CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

15

ARTICLE 5.1 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS :	15
ARTICLE 5.2 : OPERATIONS DE VERIFICATION :	15
ARTICLE 5.3 : LIVRABLES ET NOMBRES D'EXEMPLAIRES :	15
ARTICLE 5.4 : ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET :	16
ARTICLE 5.5 : ACHEVEMENT DE LA PRESTATION :	16

ARTICLE 6 — GARANTIE DES PRESTATIONS

16

ARTICLE 6.1 : GARANTIE TECHNIQUE :	16
ARTICLE 6.2 : AUTRE(S) GARANTIE(S) CONTRACTUELLE(S) :	16

ARTICLE 7 — PRIX

17

ARTICLE 7.1 : CARACTERISTIQUES DES PRIX :	17
ARTICLE 7.2 : CONTENU DES PRIX :	17
ARTICLE 7.3 : MODALITES D'ACTUALISATION DES PRIX :	17
ARTICLE 7.3.1 : DETERMINATION DU MOIS M0 :	17
ARTICLE 7.3.2 : MECANISME D'ACTUALISATION DES PRIX :	18
ARTICLE 7.3.3 : INDICE(S) D'ACTUALISATION :	18
ARTICLE 8 — GARANTIES FINANCIERES	18
ARTICLE 9 — AVANCE	19
ARTICLE 9.1 : REGIME APPLICABLE ET GENERALITES :	19
ARTICLE 9.2 : CONDITIONS DE VERSEMENT :	19
AVANCE POUR LES PRESTATIONS A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE	19
ARTICLE 9.3 : REFUS DE L'AVANCE :	19
ARTICLE 9.4 : MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE :	19
ARTICLE 9.5 : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU REMBOURSEMENT :	20
ARTICLE 9.6 : DROIT A L'AVANCE POUR LES SOUS-TRAITANTS :	20
ARTICLE 9.7 : GARANTIE FINANCIERE DE L'AVANCE :	20
ARTICLE 10 — MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	21
ARTICLE 10.1 : ACOMPTES, SOLDES ET REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS :	21
ARTICLE 10.2 : MODALITES DE PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS :	21
ARTICLE 10.2.1 : DEMATERIALISATION DES FACTURES :	21
ARTICLE 10.2.2 : PRESENTATION ET CONTENU DES DEMANDES DE PAIEMENT :	21
ARTICLE 10.3 : PAIEMENTS DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS :	23
ARTICLE 10.3.1 : MODALITES DE PAIEMENT DES COTRAITANTS :	23
ARTICLE 10.3.2 : MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS :	23
ARTICLE 10.4 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT :	24
ARTICLE 10.5 : INTERRUPTION DES DELAIS DE PAIEMENT :	24
ARTICLE 11 — PENALITES ET PRIMES	25
ARTICLE 11.1 : PENALITES CONTRACTUELLES :	25
ARTICLE 11.1.1 : PRINCIPE DE MISE EN ŒUVRE ET DE RECOUVREMENT :	25
ARTICLE 11.1.2 : MONTANT ET MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES :	25
ARTICLE 11.2 : PRIME(S) CONTRACTUELLE(S)	26
ARTICLE 12 — UTILISATION DES RESULTATS	26
ARTICLE 13 — ASSURANCES — RESPONSABILITE DU TITULAIRE DANS LA REALISATION DES PRESTATIONS — APPEL EN GARANTIE	27
ARTICLE 13.1 : ASSURANCES NECESSAIRES POUR L'EXECUTION DU MARCHE :	27
ARTICLE 13.1.1 : ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE :	27
ARTICLE 13.1.2 : AUTRE(S) POLICE(S) D'ASSURANCE PARTICULIERE(S) LIEE A L'OBJET DU MARCHE :	27
ARTICLE 13.1.3 : JUSTIFICATIFS DE POLICES D'ASSURANCES :	28
ARTICLE 13.2 : ACTION EN RESPONSABILITE QUASI-DELICTUELLE ET APPEL EN GARANTIE :	28
ARTICLE 14 — EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	28
ARTICLE 15 — ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET SUSPENSION TEMPORAIRE	28
ARTICLE 15.1 : ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS :	28
ARTICLE 15.2 : SUSPENSION TEMPORAIRE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS :	28
ARTICLE 16 — DROIT ET LANGUE	29
ARTICLE 17 — MODIFICATION DU MARCHE — CLAUSES DE REEXAMEN	29

ARTICLE 18 — REGLEMENT DES LITIGES	29
---	-----------

ARTICLE 19 — RESILIATION DU MARCHE	29
---	-----------

ARTICLE 20 — DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (CCAG-PI)	29
---	-----------

Cahier des clauses administratives particulières Prestations Intellectuelles

Article 1 — OBJET ET ETENDUE DU CONTRAT

Article 1.1 : Objet du contrat :

Le présent contrat de prestations intellectuelles porte sur l'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la mise en œuvre d'une gestion globale informatisée des déchèteries de l'Agglomération de Nîmes Métropole.

Description succincte de l'objet et périmètre du contrat : Les prestations intellectuelles visées par le présent contrat d'assistance à maîtrise d'ouvrage porteront sur 4 volets métiers obligatoires :

1. **La gestion des usagers** (contrôle d'accès, lecture de plaques, QR Code ou badges, accès particuliers et professionnels...),
2. **La gestion des apports habituels et exceptionnels en déchèterie** (flux, catégorie de déchets, données statistiques, tableaux de bord...),
3. **La gestion de l'évacuation des déchets** vers les exutoires (registre des déchets sortants...) et
4. **La gestion de la facturation et de la relation avec les usagers.**

Dans le respect des 4 volets métiers décrits ci-dessus, les prestations intellectuelles se déclineront selon les phases suivantes :

1. **Phase 1 (DIAG)** : Inventaire et diagnostic technique et financier de chacune des déchèteries,
2. **Phase 2 (AVP)** : Sourcing et de benchmark de solutions techniques envisageables en intégrant les nouvelles technologies du marché. Proposition des différents scénarii possibles en termes de solution logicielle, d'équipements et d'aménagements à réaliser (intégrant une évaluation technique et financière – coûts de fonctionnement et d'investissement - pour chacun d'eux)
3. **Phase 3 (PRO)** : Choix et mise au point du projet final,
4. **Phase 4 (DCE)** : Rédaction des documents techniques et financiers en vue de la consultation des entreprises pour la mise en œuvre du projet final retenu,
5. **Phase 5 (DEI)** : Programmation, direction et suivi de l'exécution des prestations d'installation de la solution retenue et des éventuels travaux de génie civil associés, incluant les opérations de tests, de formation des agents et de réception du système de gestion informatisée jusqu'à la remise des livrables définitifs

Il est enfin attendu que le système de gestion globale informatisée à mettre en œuvre soit conforme à la réglementation relative à l'environnement, au règlement européen de protection des données personnelles et permette une interopérabilité informatique avec les systèmes de la Direction Numérique de Nîmes Métropole.

CCAG de référence : Prestations Intellectuelles (2021)

Lieu(x) d'exécution : Les 15 déchetteries du territoire de la Communauté d'Agglomération de Nîmes Métropole.

Réalisation de prestations similaires :

Les prestations, objet du présent contrat, pourront donner lieu à un nouveau contrat pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article R. 2122-

7 du code de la commande publique et qui seront exécutées par l'attributaire du futur contrat. Les conditions d'exécution de ce nouveau contrat seront les suivantes :

- Les conditions d'exécution du nouveau marché seront identiques à celles du présent contrat ;
- Le montant des prestations similaires ne pourra excéder le montant maximum relatifs aux prestations ponctuelles, déterminant le seuil de publicité et de mise en concurrence de la procédure applicable au marché initial ;

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la date de notification du présent contrat initial. Dans le cas d'un marché alloti, c'est la date de notification du lot initial qui est retenue comme point de départ.

Article 1.2 : Intervenants :

Article 1.2.1 : Représentant de l'acheteur public :

Dans le cadre de ce contrat, la communauté d'agglomération Nîmes Métropole, agissant en tant que pouvoir adjudicateur, est désigné dans le présent CCAP sous le nom de « acheteur public ». Dès la notification du marché, l'acheteur public désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur public en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant l'acheteur public.

Le titulaire lui/leur remettra les pièces concrétisant l'exécution des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des acomptes et du solde, dans le respect des conditions fixées au présent CCAP.

Article 1.2.2 : Représentant du titulaire :

Les caractéristiques du titulaire désigné dans le présent CCAP sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement intitulé « cocontractant ».

Le titulaire ou l'ensemble des cotraitants en cas de groupement est tenu de notifier sans délai à l'acheteur public les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 1.2.3 : Maîtrise d'œuvre Travaux (MOE-Travaux) :

Parallèlement au présent marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage, un marché de maîtrise d'œuvre sera lancé en vue de la réalisation des études et du suivi des travaux de génie civil, de voirie, de réseaux et des travaux connexes nécessaires pour la mise en place de la gestion globale informatisée du contrôle d'accès en déchèterie.

La maîtrise d'œuvre de cette opération Travaux sera désignée ultérieurement dans le cadre de la procédure de passation à venir et les coordonnées du Maître d'Œuvre Travaux seront communiquées à l'Assistant à Maitrise d'Ouvrage afin qu'ils puissent mener de concert leurs interventions respectives dans le respect du planning prévisionnel du projet.

Article 1.2.4 : Missions de l'Assistant à Maitrise d'Ouvrage :

Les missions de l'Assistant à Maitrise d'Ouvrage dans le cadre du présent marché sont les suivantes :

Missions en infrastructures :

- ☐ Etudes préliminaires (EP)
- ☒ Etudes de diagnostic (DIAG) – mise en conformité
- ☒ Etudes d'avant-projet sommaire (AVP)
- ☒ Etudes de projet (PRO)
- ☒ Assistance à la passation des marchés de travaux (DCE)
- ☒ Visa des études d'exécution (VISA)
- ☒ Synthèse des études d'exécution (SYN)
- ☒ Etudes d'exécution (EXE)
- ☒ Direction de l'exécution des installations (DEI)
- ☒ Assistance aux opérations de test et réception (AOR)

Article 1.3 : Groupement d'opérateurs économiques – Règles spécifiques en cas de cotraitance :

En cas de cotraitance, le rôle du mandataire est le suivant :

- Il représente les différents membres du groupement vis à vis de l'acheteur public :
 - à ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent marché soient réalisées dans les conditions décrites dans les différentes pièces contractuelles, éventuellement modifiées par voie d'avenant, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant ;
 - à ce titre également toute notification, tout courrier ou courriel à destination du groupement ou l'un de ses membres peut valablement lui être adressé,
 - de la même façon le mandataire vise toutes les pièces établies par l'acheteur public dès lors que celles-ci concernent l'exécution du marché (mémoires, réclamations, notes d'honoraires, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc.) ;
- Il assure la coordination entre les membres du groupement. Il assure la solidarité pour l'exécution des prestations des membres défaillants du groupement conjoint.

Article 1.4 : Décomposition du ou des contrats :

Article 1.4.1 : Allotissement :

Les prestations ne sont pas réparties en lots séparés pour le(s) motif(s) indiqué(s) dans le Règlement de la Consultation utilisé dans le cadre de la passation du présent contrat. Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire pour chacune des phases détaillées à l'article 1.43 ci-dessous.

Article 1.4.2 : Tranches :

L'exécution des prestations n'est pas fractionnée en tranches.

Article 1.4.3 : Parties techniques à exécuter distinctement (phases/missions) :

Les prestations, prévues au marché, seront réalisées selon les phases successives suivantes :

- Phase 1 (DIAG) : Etat des lieux et analyse des fonctionnalités de la solution actuelle.

- Phase 2 (AVP) : Avant-projet - Propositions de trois (au plus) solutions techniques envisageables
- Phase 3 (PRO) : Définition et mise au point du Projet final de la solution retenue
- Phase 4 (DCE) : Assistance à la Consultation des Entreprises en accord avec les procédures de la commande publique de Nîmes Métropole jusqu'au visa des études d'exécution (VISA) et à la synthèse desdites études (SYN)
- Phase 5 (DEI) : Direction de l'exécution des prestations d'installation de la nouvelle architecture informatique, incluant les opérations de test et de réception

Article 1.5 : Modalités de passation des ordres de service :

Les prestations prévues au présent contrat font l'objet d'un marché simple, non alloti, mono-attributaire. Les prestations seront réglées sur la base des ordres de service émis par l'acheteur public pour chacune des phases mentionnées ci-dessus.

Le paiement de chaque phase est conditionné par la remise, par le titulaire, du livrable correspondant remis à l'acheteur public et dûment validé par ce dernier.

Article 1.5.1 : Dispositions relatives aux ordres de service :

Les prestations du présent marché s'exécuteront au fur et à mesure de l'émission des ordres de service émis par l'acheteur public et seront réglées selon les prix forfaitaires de la DPGF.

Chaque livrable et facturation correspondante préciseront :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés ou au Répertoire des Métiers ;
- Le numéro SIREN et SIRET ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro d'engagement) ;
- L'identification de la phase de prestations à exécuter en référence à la DPGF ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) s'ils ne sont pas indiqués ou s'ils sont différents de ceux indiqués dans les pièces contractuelles – à défaut de date de début d'exécution renseignée, c'est la date de notification de l'ordre de service qui vaut date de début d'exécution ;
- Le lieu d'exécution des prestations, s'il s'avère être différent de celui renseigné dans les pièces contractuelles ;
- Le montant de l'ordre de service ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché ; la demande de paiement devra faire apparaître clairement la fraction du prix déjà réglée dans le cadre des précédents acomptes et la fraction du prix objet de la demande présente ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et le cas échéant, diminué des réfections ;
- le cas échéant, le calcul (justifications à l'appui) des prix révisés y compris le coefficient de révision. Les factures avec des prix révisés doivent obligatoirement présenter les éléments suivants :
 - Montant total en € H.T. en prix de base ;
 - Coefficient de révision ;

- Montant total en € H.T. en prix révisé ;
- Montant de la révision (qu'elle soit positive ou négative)
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Seuls les ordres de service signés par le représentant de l'acheteur public pourront être honorés par le ou les titulaires.

Article 1.6 : Sous-traitance et désignation des sous-traitants :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2193-1 du Code de la Commande Publique, la sous-traitance des prestations est seulement possible en marché de travaux, marchés de services et marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose et d'installation.

Dans le respect de ces conditions, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur public et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-PI.

A l'appui de la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, le titulaire transmet à l'acheteur public les documents attestant des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant à réaliser les prestations qu'il est prévu de sous-traiter, ainsi que les documents prévus à l'article D.8222-5 du code du travail (articles D.8222-7 à D.8222-8 si le sous-traitant est établi à l'étranger).

L'acte spécial précise tous les éléments des articles R. 2193-1 à R. 2193-10 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.
- Les prestations détaillées, leur montant et les prix forfaitaires ou unitaires concernés par la sous-traitance.

A l'appui de sa demande de sous-traitance, le titulaire doit communiquer toutes les polices d'assurances du sous-traitant envisagé, telle que définies à l'article 13.1 du présent CCAP.

Les dispositions de l'article R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables.

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de réglementation du droit du travail. Il devra ainsi s'assurer que ses entreprises sous-traitantes respectent les obligations réglementaires.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les contrats de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur public lorsque celui-ci en fait la demande.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours calendaires après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas le ou les contrat(s) de sous-traitance demandé(s), encourt (encourent) la pénalité fixée au présent CCAP.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant de l'acheteur public n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le titulaire procède tous les six mois aux vérifications prévues par les articles L.8222-1 à L.8222-3 et R.8222-1 du code du travail. En outre, pour les sous-traitants établis à l'étranger, le titulaire vérifie :

- que les salariés détachés par cette entreprise sont bien autorisés à travailler en France, (article L.5221-8 et L.8251-1 du code du travail) ;
- que l'entreprise a procédé à une déclaration préalable de détachement temporaire auprès de l'Inspection du travail ;
- que l'entreprise a procédé à la déclaration d'hébergement collectif auprès de la préfecture (Loi n°73-548 du 27 juin 1973).

Sur demande écrite de l'acheteur public, le titulaire justifie sous dix jours ouvrés de la régularité de la situation fiscale et sociale de ses sous-traitants, et des sous-traitants de ceux-ci. Le défaut de justification entraîne la suspension du délai de mandatement des acomptes.

NOTA : Si la déclaration de sous-traitance ne comporte pas de mention relative à la révision des prix et à la formule applicable pour réaliser cette variation, les prix sous-traités sont considérés comme fermes (non actualisables et non révisables).

Article 1.7 : Sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire :

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de sauvegarde judiciaire, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant la sauvegarde, le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur public par le titulaire du marché. Il en est de même pour tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur public adresse à l'administrateur (en cas de sauvegarde ou redressement judiciaire) ou au liquidateur (en cas de liquidation judiciaire) une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 1.8 : Respect des obligations sociales et fiscales :

Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail devront être produites par le titulaire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de groupement, le mandataire est responsable de la production de ces documents par ses cotraitants et pour les sous-traités dont les conditions de paiement ont été agréées.

Article 1.9 : Notifications à l'attention du titulaire et modalités de transmission des ordres de service :

Pour diriger l'exécution des prestations, l'acheteur public délivre au titulaire des "ordres de service". Ces documents sont écrits, datés et signés par l'acheteur public.

En complément des dispositions prévues aux articles 3.1, 3.7 et 3.8 du CCAG-PI, la notification des décisions ou informations de l'acheteur public qui font courir un délai est faite :

- Soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Soit par échanges sur supports électroniques (profil acheteur ou par envoi d'un courriel via système de messagerie électronique) avec accusé de réception adressé par le titulaire (à l'adresse courriel du titulaire, indiquée à l'Acte d'engagement et à toutes adresses souhaitées mentionnées durant l'exécution du marché). Par dérogation aux dispositions de l'article 3.1.2 du CCAG-PI, en l'absence d'accusé de réception dans un délai de 3 jours ouvrés après envoi, le bon de commande ou l'ordre de service sera jugé notifié à l'issue de ce délai (date d'envoi + 3 jours ouvrés) ;
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

La notification en courrier recommandé avec accusé de réception peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'Acte d'Engagement ou, à défaut, à son siège social, sauf si des documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à l'acheteur public dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception. Qu'il ait fait ou non des réserves, le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Article 1.10 : Mesures relatives à la protection des données personnelles :

Depuis le 25 mai 2018, il est fait application du règlement européen n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD). Le terme sous-traitant indiqué ci-après du marché désigne, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, le titulaire du contrat conclu avec l'acheteur public.

Ainsi, en complément des dispositions prévues à l'article 5.2 du CCAG-PI, le sous-traitant s'engage à :

- S'il doit traiter des données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du présent marché, traiter ces données uniquement dans un objectif de bonne réalisation des prestations et dans les conditions définies, le cas échéant, au cahier des charges ;
- Garantir la confidentialité de ces potentielles données à caractère personnel traités dans le cadre du présent contrat ;
- Prendre, si nécessaire, toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de ces potentielles données et respecter les règles relatives à leur protection énoncées par le Règlement susnommé. Dans cette hypothèse, le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur les mesures de sécurité technique et organisationnelles mises en place.
- Prévenir, le cas échéant, l'acheteur public en cours d'exécution du marché de tout fait nouveau relatif au traitement des données ou des difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces dispositions.

Dans le cas de traitement non envisagé au cahier des charges de données à caractère personnel ou de modification des modalités de traitement envisagées de ces données en cours d'exécution, le titulaire s'engage à en informer par écrit l'acheteur public et à prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre la mise à jour du présent contrat au regard des obligations découlant du RGPD.

Article 2 — PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- **L'acte d'engagement (AE)** et ses annexes :
 - L'annexe 1 relative à la répartition des paiements, à la ventilation des prix et à la renonciation à l'avance en cas de groupement avec paiement sur comptes séparés ;
 - L'annexe 2 relative à la déclaration de sous-traitance (modèle de DC4), y compris actes modificatifs ou nouveaux actes spéciaux de sous-traitance postérieurs à la notification du marché ;
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** et ses annexes :
 - Annexe 1 : Planning prévisionnel du projet
 - Annexe 2 : Schéma directeur des déchèteries, validé par la Préfecture
 - Annexe 3 : Règlement intérieur des déchèteries
 - Annexe 4 : RPQS 2023 de Nîmes Métropole
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-PI)** applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au mois M₀ ;
- **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** détaillant les montants pour chaque phase du présent marché.

Le titulaire doit sous son exclusive responsabilité, mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge. Toutefois, à l'appui de son offre, il a présenté un mémoire technique décrivant notamment l'organisation et les moyens qu'il entend mobiliser ainsi que la méthodologie qu'il prévoit d'adopter. Ces éléments constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis de l'acheteur public qui pourra exiger à tout moment de la part de celui-ci, le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. Ces mêmes engagements unilatéraux ne confèrent pas de droits au titulaire, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation.

Dans le cadre de l'exécution du contrat, sont notamment considérés comme engagements unilatéraux (liste non exhaustive) :

- Le mémoire technique remis dans l'offre et les pièces qui lui sont annexées ;
- Les éventuels échanges liés aux demandes de précisions et de régularisation réalisées dans le cadre de la consultation ;
- les décompositions de prix forfaitaires éventuellement demandés par l'acheteur public
- Les attestations d'assurance remises dans la candidature.

Bien qu'elles s'imposent dans l'exécution du marché, les lois et réglementations ne sont pas rappelées dans la présente liste constitutive du marché.

Les documents et informations n'ayant pas valeur contractuelle mais facilitant la compréhension du contrat sont les suivantes : sans objet

Article 3 — DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

Rappel liminaire :

- La « durée du marché » correspond à la période durant laquelle le contrat est en vigueur ;
- Le « délai d'exécution » est le temps imparti au titulaire, le cas échéant scindé en différents items/étapes, pour exécuter la ou les prestations prévues au contrat. Ce ou ces délais peuvent donner lieu à application de pénalités de retard.

Article 3.1.1 : Durée du (des) marché(s) :

La durée du marché est de douze mois (12) à compter de sa date de notification.

Article 3.1.2 : Reconduction du marché :

Le présent marché n'est pas reconductible.

Article 3.1.3 : Délais d'exécution ou de livraison :

Les délais d'exécution/ de livraison et leurs points de départ sont les suivants :

Phase/mission/livrable	Point de départ	Délais d'exécution par le titulaire
Réunion de lancement	Notification du marché	1 semaine
Phase 1 (DIAG) : Etat des lieux et analyse des fonctionnalités de la solution actuelle	À compter de la réunion de lancement	2 semaines
Phase 2 (AVP) : Propositions de solutions envisageables	À compter de la validation du diagnostic	2 semaines
Phase 3 (PRO) : Définition d'un Projet final	À compter de la décision du choix de la solution retenue en phase 2	2 semaines
Phase 4 (DCE) : Consultation des Entreprises	À compter de la validation du rapport complet et de la synthèse de phase 3	13 semaines

Phase 5 (DEI) : Direction de l'exécution des prestations d'installation de la nouvelle architecture informatique, incluant les opérations de tests, de formation des agents, de réception et de remise des livrables	A compter de la notification des marchés aux entreprises d'exécution des travaux	2 à 3 mois
--	--	------------

Article 3.1.4 : Prolongation des délais d'exécution ou de livraison :

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'acheteur public dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI. Il est rappelé que le titulaire doit signaler à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations pour pouvoir bénéficier de cette prolongation.

En complément des situations énoncées à l'article 13.3 du CCAG-PI, permettant de prolonger les délais du marché, est ajoutée : l'impossibilité pour le titulaire de réaliser les prestations / la livraison de fournitures en respectant les délais prévus par le marché, du fait de circonstances imprévues. Tous moyens peuvent être présentés par le titulaire pour justifier d'une telle impossibilité. L'importance de la prolongation ou du report est proposée par l'acheteur public après demande du titulaire, et décidée par le représentant de l'acheteur public qui la notifie au titulaire par ordre de service de prolongation des délais.

Article 4 — CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**Article 4.1 : Conditions générales d'exécution :**

Le titulaire doit effectuer l'ensemble des prestations définies dans le CCTP dans les délais impartis. Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur au mois M_0).

Si le titulaire n'a pas fait de réserve qualitative ou quantitative préalablement à la remise de son offre, il ne peut élever aucune contestation au stade de l'exécution du marché, toutes les pièces constitutives désignées ci-dessus lui étant opposables.

Article 4.2 : Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage, le transport des fournitures et la gestion des déchets seront effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-PI.

Article 4.3 : Moyens mis à disposition du titulaire :

Sans objet.

Article 4.4 : Documents nécessaires et obligation de confidentialité :

En complément des dispositions prévues à l'article 5.1 du CCAG-PI, les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à l'acheteur public ;

- L'acheteur public prendra les dispositions nécessaires pour :
 - Informer, dès l'origine, tous les intervenants concourants à la satisfaction du besoin de l'acheteur, de l'existence du présent contrat ;
 - Mettre à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations et faciliter en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

Article 5 — CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Article 5.1 : Constatation de l'exécution des prestations :

Conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI, la réalisation des prestations fait l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives ayant pour objet de permettre à l'acheteur public de contrôler que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Article 5.2 : Opérations de vérification :

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par l'acheteur public dans les conditions définies par l'article 28 du CCAG-PI. Le titulaire avise l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications (et des éventuels tests associés)

Ces opérations de vérifications seront réalisées pour chaque phase technique.

Article 5.3 : Livrables et nombres d'exemplaires :

Les formats et nombre d'exemplaires des livrables sont détaillés ci-après :

Phase/mission/livrable	Livrable / rapport	Format et nombre d'exemplaires
Phase 1 (DIAG) : Etat des lieux et analyse des fonctionnalités de la solution actuelle	Rapport de synthèse de l'état des lieux et analyse des fonctionnalités de la solution actuelle	Un exemplaire papier couleurs, un exemplaire dématérialisé éditable et un exemplaire dématérialisé non éditable
Phase 2 (AVP) : Propositions de solutions envisageables	Présentation des propositions envisageables de solutions informatiques	Un exemplaire papier couleurs, un exemplaire dématérialisé éditable et un exemplaire dématérialisé non éditable
Phase 3 (PRO) : Définition d'un Projet final	Rapport complet du Projet final de la solution retenue accompagné d'une synthèse	Un exemplaire papier couleurs, un exemplaire dématérialisé éditable et un exemplaire dématérialisé non éditable
Phase 4 (DCE) : Consultation des Entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dossier de consultation des entreprises en vue la mise en œuvre la gestion informatisée des déchetteries 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un exemplaire papier couleurs, un exemplaire dématérialisé éditable et un exemplaire dématérialisé non éditable

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapport d'analyse des offres à la suite de la consultation des entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un exemplaire papier couleurs, un exemplaire dématérialisé éditable et un exemplaire dématérialisé non éditable
Phase 5 (DEI) : Direction de l'exécution des prestations d'installation de la nouvelle architecture informatique, incluant les opérations de tests, de formation des agents, de réception et de remise des livrables	Compte-rendu des opérations de test et réception de la solution	Un exemplaire papier couleurs, un exemplaire dématérialisé éditable et un exemplaire dématérialisé non éditable

Article 5.4 : Admission, ajournement, réfaction et rejet :

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur public prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

Cependant, par dérogation aux dispositions de l'article 29 du CCAG-PI, il n'y a pas d'admission tacite des prestations par l'acheteur public à l'expiration du délai de vérification.

En cas de rejet ou d'ajournement, l'acheteur public dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire prestations modifiées ou des fournitures livrées, du même délai que celui indiqué ci-dessus, sauf indication contraire dans la décision de rejet ou d'ajournement.

Article 5.5 : Achèvement de la prestation :

L'achèvement des prestations fait l'objet d'une décision, sur demande du titulaire, établie par l'acheteur public constatant qu'il a rempli toutes ses obligations contractuelles.

Article 6 — GARANTIE DES PRESTATIONS

Article 6.1 : Garantie technique :

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

Article 6.2 : Autre(s) garantie(s) contractuelle(s) :

Dans le cadre de ses missions, le titulaire garantit que les scénarii d'architecture logicielle qu'il proposera :

- Seront conformes aux dispositions du Code de l'Environnement ;
- Au règlement européen n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre-circulation de ces données (RGPD), et que
- Les solutions logicielles proposées permettront à l'acheteur public de jouir librement et gratuitement des droits d'utilisation, de reproduction ou de modification, en tout ou partie, des logiciels associés composant ladite solution.

Article 7 — PRIX

Article 7.1 : Caractéristiques des prix :

Les prestations objets du contrat seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont établis pour tenir compte de la définition des prestations indiquées au CCTP, ainsi que de la période d'exécution du présent marché. Ils sont fermes et établis hors TVA.

Les prix indiqués ne peuvent donner lieu à aucun supplément pour quelque cause que ce soit, sauf stipulation contractuelle contraire.

Article 7.2 : Contenu des prix :

Outre les prescriptions de l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix tiennent compte des dépenses énumérées, ci-après, à titre indicatif et non limitatif :

- Frais d'achat ou de location de matériels, équipements, véhicules, consommables de toutes sortes nécessaires à l'exécution des prestations, etc. ;
- Droits de brevet ; licences ; tous droits d'utilisation, de reproduction ou de modification, en tout ou partie, de tous logiciels proposés dans le cadre de la présente consultation ;
- Frais de transport et de gardiennage ;
- Frais d'hébergement,
- Frais d'assurances diverses ;
- Frais de main d'œuvre, paniers, déplacements, y compris paiement d'heures supplémentaires ;
- Frais d'outillage et d'entretien ;
- Toutes charges sociales, fiscales, parafiscales, éco-contributions ou autres, frappant obligatoirement les prestations au moment d'exécution ;
- Les frais de formation énoncés au CCTP ;
- Les frais de participation à toutes les réunions énoncées au CCTP ;
- Toutes les mesures particulières et les contraintes présentes et à venir devant être mises en place durant l'exécution du marché découlant d'une éventuelle crise sanitaire et de la sécurité des travailleurs.
- Toutes les sujétions d'exécution des prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations, à l'exception des sujétions expressément mentionnées dans les pièces contractuelles comme n'étant pas couvertes par les prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'acheteur, sauf stipulation contractuelle contraire. Ils comportent ainsi, sans aucune réserve, l'exécution intégrale des prestations afin d'assurer leur complète réalisation.

Article 7.3 : Modalités d'actualisation des prix :

Article 7.3.1 : Détermination du mois M0 :

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspond à la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date limite de remise de l'offre finale par le titulaire.

Ce mois Mo est rappelé en page de garde du présent document.

Article 7.3.2 : Mécanisme d'actualisation des prix :

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du marché.

Toutefois, les prix pourront être actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date -limite de remise des offres et la date de commencement d'exécution des prestations de la période initiale ou de de la tranche considérée.

Cette actualisation sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient d'actualisation (Cn) donné par la formule : $Cn = I(d-3) / I_0$

Dans laquelle :

- Cn = coefficient d'actualisation
- d = mois de commencement d'exécution des prestations de la période initiale ou de la tranche considérée
- I(d-3) = valeur de l'index de référence antérieur de trois mois au mois « d »
- I₀ = valeur de l'index de référence au mois Mo

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'actualisation des prix doit être effectuée par le titulaire. Toute actualisation des prix doit être accompagnée d'une note de calculs justifiant les coefficients d'actualisation. Le titulaire devra transmettre son calcul d'actualisation de prix à l'acheteur public pour validation avant de l'appliquer sur la première facture concernée.

Article 7.3.3 : Indice(s) d'actualisation :

L'index de référence I est le suivant :

<i>Indice/Index</i>	<i>Libellé, année de base 100 et numéro d'identifiant/de série</i>	<i>Organe de publication</i>	<i>Lien internet vers la série</i>
Indice du coût horaire du travail révisé – Tous salariés	ICTrev-TS – deuxième trimestre 2023 - Catégorie « Activités spécialisées, scientifiques, techniques »	INSEE	https://www.insee.fr/fr/statistiques/7680138

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Article 8 — GARANTIES FINANCIERES

Conformément aux dispositions de l'article 9.7 ci-dessous, une garantie autonome à première demande est requise, couvrant 100% du montant de l'avance. Cette garantie doit être fournie avant le paiement de l'avance.

Article 9 — AVANCE

Article 9.1 : Régime applicable et généralités :

Le régime applicable pour le versement de l'avance est l'option B prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI.

Chaque membre du groupement de commandes est chargé de la gestion des avances pour la part des prestations le concernant.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance sera porté à 10 %.

En cas de reconduction, l'avance est versée au titulaire indépendamment à chaque période (initiale et reconduite).

Article 9.2 : Conditions de versement :

Avance pour les prestations à prix global et forfaitaire

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement ou dans son annexe relative à la répartition des paiements entre cotraitants, lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie — en cas de marché à tranches — est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant initial ou de la tranche affermie (en cas de marché à tranches) toutes taxes comprises, si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est portée à 15,00 % du montant initial ou de la tranche affermie.

Article 9.3 : Refus de l'avance :

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques titulaires du marché, avec individualisation des prestations respectives et paiement sur comptes séparés, il est possible, au sein de l'annexe relative à la répartition des paiements au sein du groupement, d'individualiser le refus de versement de l'avance par membre du groupement. En accompagnement, un courrier de renonciation au versement de l'avance devra être établi par membre du groupement concerné et signé par le représentant légal du cotraitant souhaitant refuser l'avance.

En cas de groupement d'opérateurs économiques au sein duquel il n'est pas possible d'individualiser les prestations respectives par membre, il n'est pas possible d'individualiser le refus de versement par membre.

Article 9.4 : Modalités de versement de l'avance :

Conformément à l'article R. 2192-24 du code de la commande publique, l'avance doit être versée à son bénéficiaire dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de notification du marché. Néanmoins, dans le cas où le versement de l'avance est soumis à la constitution d'une garantie à

première demande, le délai de paiement de l'avance ne peut courir avant la réception par l'acheteur de cette garantie.

En cas de groupement d'entreprises :

- Au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre avec paiement sur comptes séparés : l'avance due est directement versée à chaque membre du groupement pour la part leur revenant ;
- Au sein duquel il n'est pas possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre avec paiement sur compte unique : l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire commun qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Article 9.5 : Conditions de mise en œuvre du remboursement :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial défini à l'article 9.2 ci-avant, toutes taxes comprises. Il doit être terminé lorsque le premier de ces deux événements survient :

- Lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80,00 % du montant initial défini à l'article 9.2 ci-avant, toutes taxes comprises ;
- Ou, en cas de groupement avec paiement sur comptes séparés, lorsque le montant des prestations exécutées du membre du groupement atteint 95,00 % — ou 90 % dans le cas où le membre du groupement est une petite et moyenne entreprise — du montant défini à l'article 9.2 ci-avant, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Article 9.6 : Droit à l'avance pour les sous-traitants :

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance, conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Les soumissionnaires devront pour cela indiquer dans leur offre, la part du marché qu'ils ont l'intention de sous-traiter à des tiers, notamment à des petites et moyennes entreprises au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.

Si le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance sera porté à 10 %. Pour le sous-traitant, le droit à l'avance court à compter de la date de notification de la déclaration de sous-traitance agréée par l'acheteur public.

Article 9.7 : Garantie financière de l'avance :

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Le délai global de paiement de l'avance ne peut courir avant la réception de cette garantie à première demande. Il court ainsi à compter de la réception des justificatifs pour le versement de cette avance.

Article 10 — MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Article 10.1 : Acomptes, soldes et règlements partiels définitifs :

Les acomptes et le solde des prestations forfaitaires seront versés au titulaire en fonction de l'état d'avancement des prestations selon l'article 11.2 du CCAG-PI.

La périodicité des acomptes est la suivante : acomptes à la fin de chaque phase technique tel que prévu à l'article 1.4.3 ci-dessus, correspondant aux prestations réalisées et après constatation du service fait (remise du livrable correspondant à l'acheteur public).

Article 10.2 : Modalités de présentation des demandes de paiements :

Article 10.2.1 : Dématérialisation des factures :

Depuis le 1^{er} janvier 2020 et conformément aux articles L.2192-1 et L.2192-2 du code de la commande publique toute facture, adressée à l'acheteur public, quel que soit l'entreprise ou l'intervenant, devra être envoyée de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PORTAIL PRO mis à disposition par l'État à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

À défaut d'une transmission dématérialisée, les factures seront refusées de paiement. Aucune facture papier n'est autorisée pour le paiement.

Trois possibilités s'offrent au titulaire pour transmettre une facture électronique :

- Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique
- Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Les modalités d'utilisation devront répondre aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou l'arrêté susmentionné :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033607003&dateTexte=20190710>

Article 10.2.2 : Présentation et contenu des demandes de paiement :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 10.1 ci-dessus. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement émanant du titulaire, accompagnée des pièces nécessaires à la justification du paiement :

Contenu de la demande de paiement

Les demandes de paiement seront établies en un original, dématérialisé et portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- Le numéro d'engagement ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés, si la prestation ou la partie de prestation à laquelle le prix se rapporte n'est pas achevée. Il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de la prestation conformément à la décomposition des prix du marché; la demande de paiement devra faire apparaître clairement la fraction du prix déjà réglée dans le cadre des précédents acomptes et la fraction du prix objet de la demande présente ;
- Lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et le cas échéant, diminué des réfections ;
- Le cas échéant, le calcul (justifications à l'appui) des prix actualisés y compris le coefficient d'actualisation. Les factures avec des prix actualisés doivent obligatoirement présenter les éléments suivants :
 - Montant total en € H.T. en prix de base ;
 - Coefficient d'actualisation ;
 - Montant total en € H.T. en prix actualisé ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Acceptation de la demande de paiement

L'acheteur public accepte ou rectifie la demande de paiement dans les conditions de l'article 11.6 du CCAG-PI.

Le paiement de l'acompte sera réalisé sur la base de la demande de paiement modifiée.

En cas de désaccord sur le montant, et si les sommes ainsi payées, sur cette base provisoire de demande de paiement modifiée, sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, ce dernier a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-34 du code de la commande publique.

Présentation et envoi des factures dématérialisées

Les demandes de paiement devront respecter les dispositions des articles R.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique et comprendre les mêmes éléments que ceux listés à l'article « Contenu de la demande de paiement » ci-dessus.

Pour information, les informations nécessaires à l'utilisation de CHORUS PRO sont :

- **Le numéro du marché** : cet élément est notamment indiqué sur la lettre de notification.
- **Le N° SIRET de l'acheteur public** : Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole - Budget Collecte et Traitement des Déchets Ménagers : 243000643 00086
- **Le numéro du service** : 2418
- **Le numéro d'engagement** (cet élément est à demander en début d'exécution du contrat au représentant de l'acheteur public pour les prestations rémunérées à prix global et forfaitaire).

Article 10.3 : Paiements des cotraitants et des sous-traitants :

Article 10.3.1 : Modalités de paiement des cotraitants :

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1.1 et 12.1.2 du CCAG-PI, en cas de groupement conjoint ou solidaire, le paiement est effectué :

- Soit sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire ;
- Soit directement à chaque membre du groupement pour les sommes se rapportant à l'exécution de leurs propres prestations, et tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement et dans son annexe 1 portant désignation et répartition des paiements entre cotraitants ;

Le titulaire aura indiqué son choix à l'acte d'engagement.

Article 10.3.2 : Modalités de paiement direct des sous-traitants :

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments des articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.
- Les prestations détaillées, leur montant et le(s) prix forfaitaire ou unitaire(s) concerné(s) par la sous-traitance.

Modalités de paiement direct des sous-traitants :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur public, au titulaire du marché, via tout moyen de communication permettant d'attester de la date de réception (remise contre récépissé, moyens électroniques, CHORUS, envoi en recommandée avec accusé de réception, ...) ;
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur public.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur public accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande.
- Le titulaire transmet à l'acheteur public la facture du sous-traitant via chorus pour paiement.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-23 du code de la commande publique, à compter de la réception par l'acheteur public de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si,

pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur public du récépissé mentionné au troisième paragraphe.

- L'acheteur public informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 10.4 : Délai global de paiement :

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes conformément aux articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-13 du code de la commande publique.

- **Pour les demandes de paiement transmises par voie électronique** : le délai de paiement court à compter de la date de notification à l'acheteur public du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur la solution mutualisée « Chorus Pro ».
- **Pour les demandes de paiement relatives au sous-traitant bénéficiant du paiement direct** : Ce délai court, conformément aux dispositions de l'article R. 2192-23 du code de la commande publique, à compter de la réception par l'acheteur public de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé. Si, à l'expiration du délai de 15 jours prévu à l'article 10.3.2 du présent CCAP, le titulaire n'a notifié aucun accord ou s'il a notifié à l'acheteur un refus, le délai de paiement court à compter de l'expiration de ce même délai, ou de la date de réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné à l'article R. 2193-14 du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € en application des articles R. 2192-31 et suivants, et D. 2192-35 du code de la commande publique. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 10.5 : Interruption des délais de paiement :

Si, du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification de la conformité des prestations, ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement — notamment lorsque qu'une demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces prévues par le présent CCAP —, le délai de paiement est interrompu une seule fois par l'acheteur public, conformément aux dispositions des articles R. 2192-27 et suivants du code de la commande publique.

L'interruption intervient par l'envoi par l'acheteur public au Titulaire, quatre jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une notification par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception, lui faisant connaître les raisons qui lui sont imputables et s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter.

L'interruption débute au jour de réception par le Titulaire de cette notification. Elle prend fin au jour de la réception de la totalité des pièces ou données manquantes par l'acheteur public, selon les modalités de transmission des demandes de paiement définies ci-avant. Un nouveau délai de paiement est alors ouvert. Ce nouveau délai de paiement est au minimum de 30 jours ou bien égal au délai restant à courir si celui-ci est supérieur, conformément aux dispositions de l'article R.2192-29 du code de la commande publique.

Article 11 — PENALITES ET PRIMES

Article 11.1 : Pénalités contractuelles :

Article 11.1.1 : Principe de mise en œuvre et de recouvrement :

Mise en œuvre

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, et sauf dispositions particulières indiquées ci-après, toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation de l'acheteur public sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Leur application fera l'objet d'une constatation de manquement (*retard dans l'exécution, inexécution ou non-respect d'une obligation contractuelle, ...*) par l'acheteur public auprès du titulaire selon les modalités d'application et dans les délais spécifiquement indiqués ci-après. La constatation du manquement sera signifiée au titulaire par courriel, extranet ou courrier.

L'application de ces pénalités ne saurait libérer le titulaire de la réparation, de la mise en conformité ou de toute autre obligation contractuelle lui incombant.

Toutes les pénalités sont cumulables, non compensables et non libératoires.

En complément des dispositions prévues à l'article 14 du CCAG-PI, dans le cas de cotraitants pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les cotraitants conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de l'acheteur public à l'égard des autres cotraitants.

Recouvrement :

Le recouvrement des pénalités sera réalisé au travers de l'émission d'un titre de recette par l'acheteur public et notifié au titulaire. Le ou les titres de recette seront réalisés pendant la durée du marché et au plus tard au moment de l'établissement du solde du marché.

Article 11.1.2 : Montant et modalités d'application des pénalités :

Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans la réalisation des prestations, le titulaire encourt une pénalité de 200 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1.000 euros pour l'ensemble du marché.

Autres pénalités :

Manquement	Montant de la pénalité et fréquence d'application (par jour, par constat, ...)	Modalités de constatation <i>(le constat est renouvelable et cumulable à chaque relance ou nouveau constat ; sauf précision contraire, les jours et heures de retard sont décomptés à partir de l'échéance contractuelle)</i>	Délai de constatation du manquement <i>(les pénalités restent appliquées à compter de l'échéance contractuelle)</i>	Mise en demeure
Non transmission des contrats de sous-traitance à l'acheteur public	100 € par jour calendaire de retard, par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI	L'acheteur réalise sa demande conformément aux dispositions prévues à l'article 1.6 du CCAP	Le retard se constate à compter du 16 ^{ième} jour passé la demande de l'acheteur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retard de remise des livrables prévus pour chaque phase (article 1.4.3)	200 € par jour calendaire de retard	L'acheteur réalise sa demande conformément aux dispositions prévues à l'article 1.5 du CCAP	Le retard se constate au lendemain de la date prévue de fin de la phase concernée	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Absence à une réunion	100 € par jour calendaire de retard	Constat lors de la réunion – Feuille de présence	Au lendemain de la date prévue pour la réunion concernée	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Non prise en compte des préconisations ou corrections de Nîmes Métropole	50 € par jour calendaire de retard	L'acheteur réalise sa demande de correction conformément aux dispositions prévues à l'article 1.5 du CCAP	Le retard se constate à compter du 8 ^{ième} jour passé la demande de l'acheteur d'obtention du livrable corrigé	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Pénalités pour non-respect des dispositions concernant la lutte contre le travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur public applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 11.2 : Prime(s) contractuelle(s)

Sans objet.

Article 12 — UTILISATION DES RESULTATS

L'utilisation des résultats issus des prestations réalisées par le titulaire est régie par le chapitre 6 du CCAG-PI.

Le titulaire devra en outre proposer une solution logicielle permettant de fournir à l'acheteur public, sous format électronique, dans un standard ouvert, librement et gratuitement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, les données et les bases de données collectées

ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution.

Article 13 — ASSURANCES — RESPONSABILITE DU TITULAIRE DANS LA REALISATION DES PRESTATIONS – APPEL EN GARANTIE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties prévues ci-après, en rapport avec l'importance de la prestation.

Il en sera de même à tout moment durant l'exécution de la prestation : le titulaire doit être en mesure de produire ces éléments, sur demande de l'acheteur public, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du prestataire.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants, les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

Article 13.1 : Assurances nécessaires pour l'exécution du marché :

Article 13.1.1 : Assurance responsabilité civile professionnelle :

Le titulaire doit contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les tiers en cas de dommages ou d'accidents causés par, et durant, l'exécution de sa prestation, tant aux personnes qu'aux biens, y compris les biens qui lui auront été confiés.

En cas d'accident, d'incident ou détérioration causés au matériel du Titulaire ou à son personnel du fait d'un tiers, c'est-à-dire, toute personne, physique ou morale, publique ou privée, les témoignages et renseignements qui auront pu être recueillis par l'acheteur public seront communiqués au Titulaire auquel il incombera de poursuivre le recouvrement du dommage.

En cas d'insuffisance de garantie, le titulaire fera son affaire de la somme non prise en charge par son assurance, et devra procéder directement à l'indemnisation des dommages causés du fait de l'exécution ou de la mauvaise exécution du présent accord-cadre.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle au recours que l'acheteur public pourrait exercer contre le titulaire de l'accord-cadre pour les dommages éventuellement subis dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

L'ensemble des assurances souscrites par le titulaire du présent accord-cadre devra comporter une renonciation à recours à l'encontre de l'acheteur public et de son assureur.

Article 13.1.2 : Autre(s) police(s) d'assurance particulière(s) liée à l'objet du marché :

Sauf à ce que cette garantie figure déjà dans son assurance RC, le titulaire devra contracter une assurance particulière qui devra couvrir les risques suivants : Risque cyber-attaque.

Article 13.1.3 : Justificatifs de polices d'assurances :

Le titulaire s'engage à obtenir de ses cotraitants et/ou sous-traitants, les actions et la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-avant.

Article 13.2 : Action en responsabilité quasi-délictuelle et appel en garantie :

Par ailleurs, l'acheteur public se réserve le droit d'appeler en garantie, jusqu'à l'expiration du délai de prescription de l'action en responsabilité quasi-délictuelle, l'Entrepreneur ou son assureur, en cas de recours de tiers pour des dommages non apparents ou inconnus, survenus et/ou constatés postérieurement à l'admission des prestations et qui pourraient trouver leur origine dans la réalisation de ces prestations.

Article 14 — EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En application des dispositions de l'article 27 du CCAG-PI, et sans préjudice des pénalités prévues à l'article 11.1 du présent CCAP, l'acheteur public se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution d'une prestation ne pouvant souffrir d'aucun retard ou en cas de résiliation du marché pour faute de titulaire.

Pendant toute la durée de l'exécution des prestations par un tiers, le titulaire n'a plus droit à aucune rémunération. Au cas où les dépenses seraient supérieures aux rémunérations qui auraient été dues pendant cette période si la prestation normale avait été faite par le titulaire, les excédents de dépense seront à la charge du titulaire.

L'exécution des prestations par un tiers cesse dès que le titulaire est en mesure de remplir ses obligations, sauf prononcé de la déchéance, ou en cas de résiliation du marché pour faute.

Article 15 — ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET SUSPENSION TEMPORAIRE

Article 15.1 : Arrêt de l'exécution des prestations :

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur public se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque partie technique d'intervention à exécuter distinctement par le titulaire, tel que défini à l'article 1.4.3 du présent CCAP. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Article 15.2 : Suspension temporaire de l'exécution des prestations :

Par dérogation à la dernière phrase de l'article 22 du CCAG-PI, la suspension temporaire de l'exécution des prestations n'entraîne pas obligatoirement la résiliation du marché. La décision précisera la durée de cette suspension.

En revanche, la suspension temporaire excède la durée prévue dans la décision, l'arrêt de l'exécution des prestations entraînera la résiliation du marché et une telle résiliation n'ouvrira droit pour le titulaire à aucune indemnité.

Article 16 — DROIT ET LANGUE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 17 — MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSES DE REEXAMEN

Le cas échéant, l'acheteur public pourra recourir à la clause de réexamen dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-PI et notamment en cas de :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire à raison d'une cessation d'activité, d'une cession de contrat, du décès d'un personnel-clef du titulaire ou de difficultés techniques et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles prévues au présent marché ;
- Evolution du planning d'exécution des prestations de la consultation relative à la maîtrise d'œuvre Travaux (partie Réseaux et VRD) et du marché Travaux en découlant, les deux consultations (Assistance à maîtrise d'Ouvrage « Système Informatique » et Maîtrise d'œuvre Travaux et Réseaux ») étant menées en parallèle et de concert pour la réalisation du projet.

Article 18 — REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nîmes est compétent en la matière.

Article 19 — RESILIATION DU MARCHE

Lorsque l'acheteur public fait application, dans les conditions de l'article 15 du présent CCAP, des dispositions relatives à l'arrêt d'exécution des prestations, sa décision précisera si elle emporte également résiliation du marché.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur public, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA du marché, déduction faite du montant hors TVA des prestations déjà admises et/ou réglées, un pourcentage égal à 5,00 %.

Le contrat pourra être résilié en application des dispositions relatives à la sauvegarde, au redressement ou à la liquidation judiciaire du titulaire, ou encore en cas de défaut d'assurance de la part du titulaire.

Article 20 — DEROGATIONS AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES (CCAG-PI)

Les dérogations au CCAG-PI, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

L'article 1.9 déroge à l'article 3.1.2 du CCAG-PI ;

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI ;

L'article 5.4 déroge aux articles 28.2, alinéa 2 et 29 du CCAG-PI ;

L'article 7.3.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG-PI ;

L'article 10.3.1 déroge aux articles 12.1.1 et 12.1.2 du CCAG-PI ;

L'article 11.1.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-PI ;

L'article 11.1.2 déroge aux articles 3.6.3, 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-PI ;

L'article 15.2 déroge à l'article 22 in fine du CCAG-PI.
